

Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques au comité national de suivi du plan d'action sur les conditions de vie au travail du 8 décembre 2011

Les circonstances dans lesquelles se tient ce comité national sur les conditions de vie au travail n'est pas neutre. On pourrait même dire : il fallait oser. Vous l'avez fait !

Il est en effet assez paradoxal que ce comité soit convoqué deux jours après que vous ayez présenté la suppression de plus de 2 400 nouveaux emplois sur injonction gouvernementale .

De fait, nous sommes ni plus ni moins devant la situation du pompier pyromane qui prétend éteindre un feu qu'il ne cesse de ranimer.

Alors nous vous le disons une nouvelle fois : si les conditions de vie au travail ne se résument pas à la question de l'emploi, prétendre répondre aux difficultés des agents en la matière en continuant à tailler dans l'emploi à la DGFIP, ce n'est pas seulement un leurre c'est un mensonge !

Dans une telle situation vous comprendrez que la crédibilité de l'administration sur sa volonté de s'attaquer aux racines du mal qui rongé l'activité des services et la vie professionnelle des agents est proche du degré zéro. Et Il est dès lors compréhensible que vos initiatives sur ce dossier dont vous avez rappelé la teneur dans une note récente au réseau soient regardées par les agents avec la plus grande suspicion.

Depuis 2 ans que nous discutons des conditions de vie au travail, des constats ont été élaborés, des outils d'évaluation des situations et de prévention ont été mis en place. Mais comme nous cessons de vous le répéter les outils ne font pas à eux seuls les résultats. Il faut savoir quelles sont les perspectives concrètes qu'ils ouvrent et les marges de manœuvre qu'ils donnent.

Or, de ce point de vue, non seulement les agents, comme nous, ne voient toujours rien venir mais au contraire sous le poids de vos dernières décisions sur l'emploi, ils vont voir une nouvelle fois leur situation s'aggraver.

Et puis, excusez du peu, nous ne sommes ni des sociologues, ni des thérapeutes du travail même si leurs travaux nous intéressent comme point d'appui de notre intervention.

Mais dans les discussions que nous menons avec la Direction générale, la seule chose qui nous intéresse en tant que syndicalistes porteurs des aspirations des personnels c'est uniquement les résultats concrets qui permettent aux agents d'accomplir toutes les missions, d'offrir un service public de qualité, de trouver sens à leur travail et de l'effectuer dans de bonnes conditions.

Et pour le dire franchement, dans le contexte où nous nous trouvons, nous pensons même que les quelques portes que vous avez entrouvertes sur le dossier conditions de vie au travail risquent de se refermer brutalement sous la violence de l'impact des nouvelles suppressions d'emplois. Tout simplement parce que les ambitions affichées prennent le contre pied des réalités vécues qui sont en continuelle régression.

Nous n'ignorons pas non plus que les attaques contre les missions et la réflexion sur de nouvelles restructurations constituent l'essentiel des pistes de travail de l'administration sur ce dossier . Alors, nous voulons aussi le redire ici : ne comptez pas sur la CGT pour suivre cette voie. Nous savons d'expérience que les attaques contre les missions et les services et celles contre l'emploi se nourrissent mutuellement. Ce n'est donc ni l'intérêt général ni celui des personnels qui constitue l'objectif de ces projets.

Si la DGFIP veut retrouver une once de confiance de ses agents, si elle veut traiter véritablement leurs problèmes et leurs difficultés, elle ne peut continuer à refuser plus longtemps d'exclure la question de l'emploi du débat sur les conditions de vie au travail.

Montreuil, le 21 décembre 2011

Syndicat National CGT Finances Publiques

263 rue de Paris - Case 451

93514 MONTREUIL CEDEX

● Tél. : 01.48.18.80.16,

● Fax : 01.48.51.99.65,

● Mail : dgfip@cgt.fr,

● site : www.financespubliques.cgt.fr